Crise migratoire à Ceuta : 22 dirigeants européens sur 27 réclament une réunion d'urgence des ministres de l'Intérieur et envisagent le rétablissement de contrôles aux frontières, Macron refuse de signer la lettre

01/08/2026 à 15h43



Cette lettre intervient alors que le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a vivement critiqué certains États membres de l'Union européenne pour leur réaction à la crise.

Les dirigeants de 22 pays de l'Union européenne ont demandé l'organisation d'une réunion d'urgence afin de discuter de la réponse du bloc à l'arrivée, cette semaine, de dizaines de milliers de migrants dans l'enclave espagnole de Ceuta, en Afrique du Nord.

Dans cette lettre, dont l'initiative revient à l'Italie et au Danemark selon des sources citées par Euronews, les États

membres réclament « une visioconférence extraordinaire des ministres de l'Intérieur », estimant qu'il s'agit d'une « question urgente ».

Alors que Madrid affirme que la quasi-totalité des quelque 50 000 migrants ayant franchi jeudi la frontière entre le Maroc et Ceuta ont été reconduits, les dirigeants européens disent conserver de « sérieuses inquiétudes » concernant la situation.

Le président français Emmanuel Macron, le Premier ministre portugais Luís Montenegro et le Premier ministre luxembourgeois Luc Frieden n'ont pas signé la lettre.

Le courrier était adressé à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, au président du Conseil européen António Costa et au Premier ministre irlandais Micheál Martin. L'Irlande a pris en juillet la présidence du Conseil de l'Union européenne.

Les 22 dirigeants estiment que cette réunion devrait permettre d'établir « une évaluation commune de la situation » à Ceuta et de parvenir à « un accord sur une réponse européenne coordonnée ».

« Nous ne pouvons pas permettre que des franchissements massifs incontrôlés, l'instrumentalisation de la migration ou d'autres menaces hybrides donnent l'impression qu'il est possible d'entrer illégalement dans l'Union européenne », déclarent les signataires.

Ils ajoutent qu'ils envisageront « toutes les mesures nécessaires » pour répondre à ces risques, « notamment le renforcement ou le rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures ».

« Une telle perception encouragerait de nouvelles tentatives, affaiblirait la confiance dans notre politique migratoire commune et aurait des répercussions sur l'ensemble des États

membres », poursuit la lettre.

Le texte désigne également la décision du gouvernement espagnol d'accorder un statut légal à certains migrants en situation irrégulière comme un possible « facteur d'attraction » ayant contribué au déclenchement de la crise. Madrid conteste cette interprétation.

Pedro Sánchez s'en prend à certains pays de l'Union européenne

Cette lettre intervient alors que le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a dénoncé la réponse « plutôt asymétrique » de certains États européens à la crise.

« La plupart nous ont témoigné leur soutien et leur solidarité, et nous ont proposé leur aide », a écrit Pedro Sánchez samedi dans sa propre lettre adressée à Ursula von der Leyen.

« D'autres ont cependant choisi d'attaquer l'Espagne et de réclamer son exclusion temporaire de l'espace Schengen », poursuit-il.

Il semble ainsi faire référence aux appels du gouvernement de la Première ministre italienne Giorgia Meloni en faveur d'une suspension de la libre circulation entre l'Espagne et les autres pays de l'espace Schengen.

Euronews